

REPUBLIQUE DU BURUNDI



SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

MESSAGE DU GOUVERNEMENT DU BURUNDI A L'OCCASION DE LA COMMEMORATION DE L'ECHEC DE LA TENTATIVE DU COUP D'ETAT DU 13 MAI 2015.-(deux ans après)

1. En cette date du 13 mai 2017, deux ans viennent de s'écouler après que les ennemis de la Démocratie au Burundi eurent tenté de renverser les institutions démocratiquement élues, cherchant ainsi à endeuiller une fois de plus les Burundais.
2. Comme tout le monde le sait pour avoir suivi les événements au jour le jour, ce groupe d'ennemis de la Démocratie constitué de criminels burundais appuyés par certains éléments étrangers avait planifié de mettre le Burundi à feu et à sang, et heureusement que Dieu en a disposé autrement.
3. Il n'est pas pour la première fois que ce genre de groupuscules se fasse connaître. De tels actes ignobles ont été observés depuis longtemps. Ils se sont manifestés chaque fois que les élections ont été organisées au Burundi et immédiatement après leur tenue. On peut citer les années 1961, 1965, 1993, 2005, 2010, et dernièrement en 2015, parce que toutes ces périodes ont été caractérisées par la perturbation de la sécurité et même des massacres de beaucoup de Burundais en commençant par leurs leaders.
4. Ici, nous pouvons rappeler ce qui s'est passé lorsqu'on a assassiné le Héros de l'Indépendance le Prince Louis RWAGASORE en 1961, lorsque l'on a assassiné plusieurs Dirigeants élus en 1965, lorsque plus de trois cents mille burundais innocents ont été exterminés en 1972 d'autres fuyant vers l'étranger, et en 1993 quand le Héros de la Démocratie Son Excellence Melchior NDADAYE fût sauvagement assassiné ainsi que ses proches collaborateurs pour le seul crime d'avoir gagné les élections.

Ce groupe de criminels a tous bénéficié de l'appui et de la complicité de certaines organisations et pays étrangers et à chaque échec, les responsables ont toujours été chaleureusement accueillis et hébergés par leurs parrains. Il en a toujours été ainsi et c'est ce que l'on observe même aujourd'hui.

5. En référence à la tentative du putsch du 13 mai 2015 contre les institutions démocratiquement élues, on a constaté qu'il s'agissait de la suite de ce qui s'était passé au lendemain des élections de 2010 lorsque des groupes de criminels ont lancé des attaques dans les Provinces de Cankuzo, Cibitoke, et ailleurs, où une quinzaine de ces groupes qui voulaient semer le chaos dans le pays ont été détruits.
6. Toutefois, ce qui s'est passé le 13 mai 2015 diffère de ce qu'on avait l'habitude de voir, parce qu'il a été pour la première fois que les Forces de Défense et de Sécurité font échouer et portent un coup très dur à ce groupe de criminels qui voulaient contrarier la volonté du peuple Burundais. C'est une nouvelle occasion pour le Gouvernement de leur exprimer tous les remerciements et gratitude et c'est un honneur pour elles et pour le pays.
7. Ces remerciements vont également à l'endroit de la population qui n'a pas prêté l'oreille à ce groupe de criminels car chaque fois qu'ils voulaient mettre en exécution leur sale entreprise, ils ont à chaque moment tenté de diviser les Burundais en commençant par les forces de défense et de sécurité. Heureusement, ces aventuriers n'ont jamais réussi à couper le lien de solidarité et de patriotisme qui unit les Burundais, car ces derniers savent maintenant distinguer le bien du mal.
8. Si le Gouvernement profite de l'occasion pour remercier les forces de défense et de sécurité c'est par ce qu'elles ont été et restent le rempart des institutions mises en place par le peuple dont elles sont l'émanation.
9. Le Gouvernement voudrait rappeler à l'opinion que la question du mandat de Son excellence le Président Pierre NKURUNZIZA n'a jamais été du tout le vrai mobile du putsch manqué le 13 mai 2015: c'était un prétexte.
10. En effet, si on essaie de rafraîchir la mémoire, il est clair que ces ennemis de la Démocratie n'ont jamais abandonné leur plan diabolique après les élections de 2005. Depuis cette année de 2005 jusqu'aujourd'hui, les ennemis de la démocratie ont toujours concocté des plans basés sur les rumeurs, les mensonges, la diabolisation et les manipulations diverses de l'opinion pour ternir l'image du Gouvernement dans l'objectif de le renverser. A titre illustratif:
 - Depuis l'année 2010, juste après les élections des Conseillers Communaux au mois de mai, un groupe de partis politiques s'est constitué en un ensemble appelé **ADC-Ikibiri** non reconnu par les lois burundaises, les coalitions ne sont autorisées qu'au seul moment des élections et la loi le prévoit ainsi.
 - Exactement comme aujourd'hui, ce groupe de partis s'est coalisé avec certaines organisations de la société civile, et certains médias pour combattre les programmes du Gouvernement.

Et toujours comme aujourd'hui, leur mode opératoire qui n'a pas changé du tout, il consiste à ternir l'image du Gouvernement et du Parti au pouvoir en affirmant que les deux coopèrent dans la distribution des armes aux Imbonerakure, mouvement de jeunes affiliés à ce parti, et actuellement ils vont jusqu'à prévoir le pire, en prétendant qu'il y aurait un génocide en préparation.

- L'opinion se rappelle des histoires de Kiriba Ondes, localité située à l'est de la RDC, quand le Gouvernement était accusé du matin au soir qu'il était entrain d'y entrainer des jeunes Imbonerakure au maniement des armes, alors que ce sont ces mêmes groupes qui, avec certains étrangers y formaient des groupes de combattants qui ont par la suite attaqué le Burundi au mois de décembre 2014 à Murwi et Bukinanyana en province Cibitoke, juste avant les élections prévues au mois de mai 2015, et qu'il fallait absolument empêcher selon les aveux des assaillants capturés.
- A cela s'ajoutait la propagation des rumeurs pour semer la panique au sein de la population entre autres, les histoires sur de mystérieux hommes à longs manteaux (Ba Rukoti), les histoires d'arrachage de dents, les piqûres d'aiguilles. En 2015, ce sont ces rumeurs qui ont poussé des milliers de Burundais à prendre le chemin d'exil vers les pays voisins, les uns en Tanzanie dont heureusement plus de 50 mille sont déjà rentrés, les autres au Rwanda, où nombreux sont encore pris en otage dans les camps de réfugiés au moment où les jeunes reçoivent des formations militaires pour venir perturber la sécurité au Burundi.

11. L'année 2015 a été caractérisée par la mise en application d'un plan qui avait été préparé de longue date pour renverser les institutions démocratiquement élues, saboter et bannir à jamais les élections démocratiques au Burundi, et ce en travaillant avec des étrangers pour diaboliser et calomnier le Gouvernement.

Les maux, les crimes et dégâts qu'ils ont causés sont connus : tuer et brûler des gens et les enterrer dans des fosses communes, piller et voler, détruire et incendier des maisons et des véhicules publics et des particuliers, et d'autres crimes innommables.

12. Heureusement, les Burundais qui aiment leur pays sont restés debout comme un seul homme surtout les Forces de défense et de sécurité qui ont fait un travail sans égal en étouffant presque dans l'œuf la tentative de renversement des institutions le 13 mai 2015. Et le message contenu dans l'hymne nationale du Burundi s'est réalisé : « **Burundi Bwacu warahabishijwe ntiwahababuka** » Cher Burundi, tu as été éprouvé mais tu n'as pas déprimé ».

13. Ces ennemis de la démocratie n'ont pas désarmé car ils ont tenté d'autres voies en continuant à solliciter l'envoi des troupes étrangères au Burundi pour les aider dans leur sale besogne de déstabiliser le pays et renverser les Institutions démocratiquement installées par le peuple burundais.
14. Pour convaincre davantage l'opinion internationale de la nécessité de l'envoi des forces étrangères d'occupation, une nouvelle stratégie basée sur un plan macabre de type terroriste a été élaborée en collaboration avec certains pays étrangers. Elle consistait et reste toujours d'actualité à organiser des assassinats de personnalités ciblées, les plus visés étant surtout des Responsables de la Police et de l'Armée accusés d'être responsables de l'échec de leur projet en refusant de plonger le pays dans le chaos, ainsi que des responsables politiques.

Les attaques à la grenade menées dans des endroits où se rencontrent beaucoup de monde tels que les églises, les marchés, les cabarets, dans des ménages où sont organisées des fêtes familiales et ailleurs rentraient dans cette stratégie de prouver que l'insécurité est une réalité et convaincre l'opinion de la nécessité de l'envoi de ces troupes étrangères. Ici le Gouvernement remercie vivement le peuple burundais qui, dans toutes ses diversités s'est levé comme un seul homme pour s'opposer à cette honte dans son histoire.

15. Par ailleurs le Gouvernement du Burundi se réjouit que même au niveau de la Communauté internationale certains de ceux qui à un moment ont failli prêter main forte aux putschistes ont déjà constaté qu'ils avaient été induits en erreur. Ici on pourrait citer comme exemple, les Chefs d'Etat Africains qui, après avoir visité le Burundi et vu de leurs yeux que la sécurité règne à travers tout le pays, ont mis l'Union Africaine au courant de la vérité, et qui ont finalement pris la bonne et sage décision de ne pas cautionner l'envoi de la Force étrangère « MAPROBU » au Burundi.
16. Le Gouvernement remercie particulièrement les membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui l'ont su bien avant en adoptant les sages résolutions numéros 2248 et 2279 qui non seulement respectent la souveraineté du Burundi mais précisent qu'aucun Burundais qui a choisi la voie de la violence ou qui a tenté de renverser les institutions ne sera invité au Dialogue Interburundais.
17. Les autres qui méritent les remerciements du Gouvernement, ce sont les jeunes qui avaient été induits en erreur par les planificateurs de ce plan diaboliques de détruire le pays ont découvert et compris, que ces aventuriers compromettaient leur avenir en leur donnant de la drogue et en les enrôlant dans des groupes de tueurs et qui ont décidé de leur tourner le dos et emprunter le chemin de la paix. Le témoignage émouvant de ces jeunes repentis a été suivi par la communauté nationale et internationale.

18. Dans le souci de faire respecter les lois du pays et montrer que le Burundi est résolument engagé comme un état de droit, les institutions judiciaires ont puni d'une façon exemplaire les criminels appréhendés. En témoigne le procès de ceux qui ont tenté de renverser les institutions le 13 mai 2015. De son côté, l'Administration notamment le Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique a lui aussi fait du bon travail en prenant des mesures opportunes à l'égard de certaines associations dites de la société civile qui se sont alliées à ces ennemis de la démocratie.
19. Au moment où le Burundi commémore deux années écoulée après la tentative de renverser les institutions démocratiquement élues, le Gouvernement voudrait exprimer d'une façon particulière ses remerciements à l'endroit de tous ceux qui, Burundais ou étrangers, ont joué un rôle déterminant dans la lutte pour la paix et la préservation de la sécurité au Burundi.
- Premièrement, le Gouvernement devrait rendre grâce à Dieu Tout Puissant parce qu'il a été aux côtés du Burundi et que sans lui le pays ne pouvait échapper à ce qui avait été préparé tellement c'était dramatique.
 - Et comme il n' a jamais cessé de le clamer, le Gouvernement exprime encore une fois ses remerciements à l'endroit de tous ceux qui, au niveau interne ou externe, ont joué un rôle déterminant en venant à l'aide du Burundi pour qu'il soit dirigé jusqu'aujourd'hui par les institutions démocratiquement élues à l'instar de tous les états et peuples souverains du monde Et ces remerciement vont particulièrement:
 - Aux Forces de Défense et de Sécurité qui ont été les premiers à mettre en échec avec beaucoup de sacrifices, l'entreprise putschiste et ses stratégies de déstabilisations que ce soit avant, au moment de la tentative diabolique du 13 mai 2015 et même par après, lors de l'attaque de KABARORE le 10 juillet 2015 et particulièrement lors de l'attaque contre quelques camps militaires de la Mairie de Bujumbura le 11 décembre 2015.
 - A tous les Burundais qui sont restés unis et préoccupés par le développement du pays et la production ne cesse de croître même s'il y a certains pays qui ont pris des sanctions injustes contre le Burundi ;
 - A tous ceux qui se sont désolidarisés de ce groupe de criminels particulièrement les jeunes qui avaient emprunté la voie sans issu de la violence et qui se sont convertis en artisans de la paix et du développement.

- Aux Partis politiques et les organisations de la société civile burundaises qui ont compris que seule la voie de la démocratie par les urnes reste l'unique chemin qui mène le peuple vers sa légitime souveraineté.

20. Le Gouvernement du Burundi, demande encore une fois à tous ceux, Burundais ou étrangers qui appuient encore d'une manière ou d'une autre les putschistes et leurs alliés qui rêvent toujours aux régimes de transition pour se partager les postes politiques d'arrêter de soutenir ces illusions, car devenues inutiles.

Le Gouvernement les invite à se rendre à l'évidence que les Burundais sont déjà imbus des principes démocratiques et que la marche arrière n'est plus possible. Le Gouvernement leur demande plutôt de rentrer dans leur pays natal pour se préparer aux élections de 2020 s'ils ressentent encore la vocation de briguer le pouvoir.

21. Le Gouvernement demande une fois de plus aux pays qui hébergent des criminels qui sont sous mandat d'arrêt international pour avoir voulu endeuiller le Burundi en l'occurrence la Belgique qui abrite les cerveaux du putsch et le Rwanda devenu sanctuaire des terroristes qui continuent d'endeuiller des familles burundaises, de les livrer à la justice au lieu de continuer à leur accorder un soutien complice qui entrave les efforts de la région dans la recherche de la stabilité du Burundi.

22. Le Gouvernement lance un appel à tous ses partenaires qui ont suspendu la coopération à la suite de la désinformation et la manipulation par des escrocs sans aucune vision sur l'avenir ni pour leur pays et encore moins pour leur peuple, de considérer le pas franchi dans le domaine de la paix, de la sécurité et de la stabilité des institutions et de revoir leur décision pour de meilleures relations avec le peuple burundais.

23. Aux responsables de l'administration locale, aux Gouverneurs de Province, aux Administrateurs Communaux, aux Chefs de Zone ainsi qu'aux élus collinaires, le Gouvernement demande de tout mettre en œuvre les mesures consolider la sécurité, entre autres pour le suivi de la tenue des registres des ménages et du registre pour étrangers afin de décourager une infiltration éventuelle de criminels.

24. Avant de terminer le Gouvernement voudrait une fois de plus, lancer un appel à tous les compatriotes qui ont fui le pays à cause des rumeurs sans fondement propagées par ceux qui avaient des intérêts égoïstes, de regagner le pays et leurs ménages. Ils seront accueillis les bras ouverts et qu'ils sachent que tous leurs biens ont été protégés.

25. En terminant, le Gouvernement du Burundi porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale qu'il va être institué une Journée

Nationale dédiée à la Démocratie au Burundi. La célébration de cette Journée sera une occasion de rappeler aux Burundais ce qu'est la Démocratie et de fustiger tout pouvoir non issu de la volonté du peuple que ce soit au Burundi ou ailleurs. Ce qui s'est passé au Burundi devrait servir de leçon aux Burundais et à toute la Communauté Internationale.

26. Et enfin, Gouvernement du Burundi tient à remercier tous les Burundais qui ont bien voulu répondre à l'appel pour l'organisation la marche de soutien aux institutions démocratiquement élues organisé dans tout le pays ce 13 mai 2017 car ils ont montré leur esprit hautement patriotique

Fait à Bujumbura, le 13/05/2017

Le Secrétaire Général du Gouvernement et
Porte Parole du Gouvernement,

Philippe NZOBONARIBA.-